

## Avant propos

Les articles sélectionnés dans cette revue de presse ont pour but d'informer sur la situation humanitaire au Tchad ou sur le contexte général. Cette sélection d'articles ne reflète pas nécessairement la position d'OCHA-Tchad. Merci de tenir compte de cette réserve.

## LES TITRES

- **Chad: UNHAS plays vital role in saving lives** (WFP, 13 March)
- **Tchad : la Première dame plaide pour la scolarisation des filles** (Xinhua, 9 mars)
- **Le Tchad envoie 150 étudiants en médecine à Cuba** (Xinhua, 12 mars)
- **Les migrants tchadiens déplorent les mauvais traitements infligés par les autorités libyennes** (IRIN, 12 mars)
- **Les pays du Sahel tributaires de la pluviométrie et vulnérables aux variations climatiques** (Le Soleil, 13 mars)
- **La BAD lance l'autoroute de l'information en Afrique** (Agence Ecofin, 12 mars)
- **Tchad : La police nationale reprend du travail après un contrôle général** (Xinhua, 13 mars)
- **15 Mars 2013: «Une journée sans téléphonie mobile» au Tchad** (JDT, 14 mars)

## L'INTEGRALITE DES ARTICLES

### **Chad: UNHAS plays vital role in saving lives**

*Imagine urgently needing medical attention without available commercial airlines, only tracks running in the desert. Imagine trying to deliver life-saving humanitarian assistance with roadways rendered impassable from flooding.*

N'DJAMENA, 13 March 2013 (WFP) – The United Nations Humanitarian Air Service (UNHAS) in Chad constitutes an essential part of humanitarian operations, evacuating aid workers and providing access to vulnerable populations in the remotest parts of the country.

In a vast country like Chad, access to health care and medication can be a challenge for aid workers. Regions in need of humanitarian assistance are often located far away from cities and medical facilities. UNHAS transports light cargo such as medical supplies, information and communications technology equipment, and carries out medical and security evacuations.

In May 2012, Nassar, a WFP staff member was evacuated from Haraze to the capital N'Djamena, more than 900km away. Suffering from arterial hypertension, Nassar had seen a doctor in Haraze, but the medications he needed were not available in the region. Nassar's health quickly deteriorated, requiring immediate medical evacuation. Thanks to UNHAS, Nassar was evacuated to N'Djamena on a day's notice.

"UNHAS service is excellent and responds quickly to emergency requests," said Nassar. Once evacuated to N'Djamena, Nassar received immediate medical care. Two weeks later, he returned to Haraze on another UNHAS flight and resumed work.

Not only is UNHAS critical for evacuating humanitarian aid workers, but it provides access to vulnerable populations in the remotest parts of the country. In Chad, sites hosting refugees from Sudan and Central African Republic, and food insecure and malnourished populations, are found in regions that are hardest to access. UNHAS is especially important during the five-month rainy season when many locations become inaccessible by road due to flooding.

In 2012, UNHAS transported more than 65,000 passengers and 180 metric tons of cargo in Chad alone. UNHAS in Chad is managed by the United Nations World Food Programme. There are four UNHAS aircrafts in Chad and 17 destinations within the country. Thousands of vulnerable populations in Chad rely on humanitarian assistance for survival.

UNHAS' motto – "WFP Aviation, our wings save lives" – captures its critical role, whether it is for medical evacuation of humanitarian aid workers, or to provide WFP food assistance to vulnerable populations and refugees in need of assistance throughout the country.

<http://www.wfp.org/stories/chad-unhas-plays-vital-role-saving-lives>

### **Tchad : la Première dame plaide pour la scolarisation des filles**

N'DJAMENA, 9 mars (Xinhua) - A l'occasion de la Journée internationale de la femme, célébrée vendredi, la Première dame du Tchad, Hinda Débyltno, a appelé les décideurs, leaders d'opinion et parents à éduquer leurs filles et à les envoyer à l'école.

«Eduquer une jeune fille, c'est lui donner la possibilité d'éviter de contracter le virus du SIDA et les grossesses indésirées. Une fille scolarisée aura une meilleure santé et veillera sur ses enfants», a déclaré Mme Débyltno. Elle a ajouté que les femmes qui ont bénéficié d'une éducation sont moins susceptibles de mourir durant la grossesse ou l'accouchement.

Selon des données du ministère tchadien de l'Enseignement fondamental et de l'Alphabétisation, il y a 78% d'analphabètes au Tchad qui compte 11 millions d'habitants. Ce taux présente de fortes disparités selon le genre: 69% chez les hommes et 86% chez les femmes.

Les disparités entre les régions sont encore plus accentuées, traduisant une offre d'éducation alternative très limitée: par exemple, à N'Djaména, la capitale, et dans le Mayo Kebbi ouest (frontalière avec le Cameroun), les taux sont de 45% (hommes) et 57% (femmes) contre 96% et 97% dans les régions du Lac Tchad et du Bahr-el-Ghazal.

« Contrairement aux idées reçues, la femme n'est pas seulement faite pour être épouse au foyer, femme de ménage ou encore pour garder son petit mari. La femme est et restera une actrice majeure de développement socio-économique », a conclu la Première dame du Tchad.

<http://tchadinfos.com/?p=18502>

### **Le Tchad envoie 150 étudiants en médecine à Cuba**

N'DJAMENA, 12 mars (Xinhua) — Cent cinquante jeunes tchadiens, titulaires de baccalauréat scientifique, ont quitté mardi la capitale pour Cuba où ils étudieront pendant sept ans la médecine aux frais de l'Etat tchadien. « C'est pour la première fois que l'Etat tchadien envoie un grand nombre d'étudiants à l'étranger », a indiqué le ministre tchadien de la Santé publique, Dr Djidda Ahmat Mahamat. Il a ajouté que pour cette formation, le Tchad a débloqué plus de 10 milliards F CFA (environ 20 millions USD). Le ministre tchadien de l'Enseignement, de la Recherche et de la Formation supérieurs, a, quant à lui, exhorté ses jeunes compatriotes à la discipline, à la volonté et au travail, gage de réussite dans les études. « Soyez sérieux dans vos études, investissez-vous, faites tout afin que vos résultats soient appréciables et redevenez docteurs », a précisé Dr Adoum Goudja insistant sur le fait que le Tchad a besoin de cadres pour la santé.

Au Tchad, il y a 1 médecin pour 28.466 habitants, selon des données du ministère de la Santé publique, alors que la norme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est de 1 pour 10.000. A cela vient s'ajouter une insuffisance de médecins spécialistes.

Selon le Profil pays de ressources humaines en santé 2012, le Tchad compte 6.696 agents de santé inégalement répartis sur l'ensemble du pays. Ces agents sont nombreux à N'Djaména, la capitale, mais inexistant dans certaines régions comme le Lac (frontalière avec le Cameroun et le Nigeria).

<http://tchadinfos.com/?p=18742>

### **Les migrants tchadiens déplorent les mauvais traitements infligés par les autorités libyennes**

DAKAR, 12 mars 2013 (IRIN) - Des milliers de migrants subsahariens ont été contraints de fuir les violences qui ont précédé et suivi le renversement du leader libyen Mouammar Khadafi en octobre 2011. Depuis lors, toutefois, les autorités en ont gardé des centaines d'autres en détention dans des conditions difficiles avant de les déporter, selon d'anciens travailleurs migrants tchadiens.

Plus de 2 000 Tchadiens et autres ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne sont rentrés chez eux depuis 2012, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Parmi les déportés, nombreux sont ceux qui ont été détenus pendant plusieurs mois ou années avant d'être ramenés au Tchad dans des camions ouverts. Les migrants rapatriés ont par ailleurs raconté avoir été arrêtés parce qu'ils n'avaient pas de permis de travail ou parce qu'on les soupçonnait d'avoir été des mercenaires à la solde du régime de Kadhafi.

«Les rapatriements irréguliers sont devenus plus intenses récemment. Depuis l'an dernier, les autorités tchadiennes ont observé un afflux de migrants préalablement détenus en Libye dans le nord du Tchad. La gestion de cette situation représente un défi humanitaire majeur », a dit Qasim Sufi, chef de mission de l'OIM au Tchad.

«Les rapatriés sont confrontés à une multitude de défis allant du traumatisme d'avoir été détenus pendant de longues périodes (certains jusqu'à 27 mois) à celui d'avoir été témoins ou victimes de violences », a ajouté M. Sufi.

«Les autorités libyennes organisent des convois pour ramener les migrants au Tchad. Il semble que la plupart des camions ne soient pas adaptés au transport de personnes et qu'ils ne contiennent ni vivres, ni eau, ni trousse de premiers soins alors que le voyage dure souvent 10 jours ou plus.»

Selon le gouvernement tchadien, quelque 300 000 Tchadiens vivaient et travaillaient en Libye avant la révolte de février 2011. Ils occupaient pour la plupart des emplois peu qualifiés à Tripoli, à Benghazi ou à Sebha, où la majorité a vécu pendant un à cinq ans.

Depuis janvier 2012 seulement, la Libye a déporté 566 Tchadiens (libérés des centres de détention). « Les rapatriés étaient dans un état lamentable quand ils sont arrivés ; nombre d'entre eux étaient gravement déshydratés et souffraient d'infections, de blessures ou de problèmes d'estomac », a dit M. Sufi.

Peu de temps après sa déportation, Mahamat Zene Issa, un jeune homme de 26 ans qui a vécu en Libye pendant cinq ans, a raconté les mauvais traitements qu'il a subis dans le centre où lui et d'autres travailleurs migrants ont été détenus pendant de longues périodes sans accusation formelle.

«J'allais rendre visite à mon cousin, qui vit à environ 5 kilomètres de mon appartement, quand un véhicule de l'armée m'a ramassé. [Les soldats] m'ont battu jusqu'à ce que je perde connaissance», a dit à l'OIM M. Issa, qui est originaire de la région des Lacs, au Tchad.

«Quand je me suis réveillé, j'étais dans un centre de détention. Je ne savais pas pourquoi et il n'y avait personne à qui demander. J'y ai vécu pendant 27 mois dans des conditions difficiles, mais, grâce à Allah, je suis toujours en vie alors que de nombreux autres n'ont pas survécu. J'ai vu des gens se faire tuer ou mourir des suites de maladies... On nous traitait comme des chiens.»

Si le racisme anti-Noirs existe depuis longtemps en Libye, il est devenu particulièrement problématique pour les migrants subsahariens – les ressortissants de pays comme le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, le Soudan, le Tchad – depuis le soulèvement libyen. Les rebelles qui se sont battus pour renverser Kadhafi l'accusaient en effet d'utiliser des mercenaires africains noirs pour mater la révolte.

Longtemps avant sa chute, Kadhafi avait été accusé d'avoir intégré des soldats tchadiens, des guerriers touaregs du nord-ouest de l'Afrique et d'autres combattants non-libyens au sein de l'armée libyenne, et notamment de la brigade Khamis, dirigée par l'un de ses fils.

Les migrants tchadiens déportés par la route depuis la Libye arrivent souvent à Faya, la plus grande ville du nord du Tchad, où ils sont accueillis dans un centre de transit opéré par l'OIM, la Croix-Rouge tchadienne et les autorités locales.

Depuis juillet 2012, trois vagues de migrants tchadiens ont été déportées depuis la Libye, selon l'OIM. Les affrontements sanglants qui ont accompagné la révolution avaient auparavant entraîné la fuite de plus de 150 000 travailleurs migrants.

#### «Battus jour et nuit comme des animaux»

Moussa Adam Béchir, 25 ans, raconte avoir été arrêté, placé en détention et battu. Il a été enfermé pendant 14 mois avant d'être libéré du jour au lendemain sans aucune explication.

«Nous étions tous victimes de torture dans le centre de détention. On ne nous traitait pas comme des êtres humains. Nous étions battus jour et nuit comme des animaux simplement parce que nous étions tchadiens et qu'on nous accusait d'être des mercenaires», a dit M. Béchir dans une interview avec l'OIM.

«Un jour, on nous a amenés à l'hôpital et des infirmières nous ont prélevé du sang sans qu'on nous explique pourquoi», a-t-il ajouté, expliquant que plus de 2 000 personnes, incluant des Maliens et des Nigériens, étaient détenues dans le même centre.

«J'ignore pourquoi on nous a libérés. Une nuit, on nous a dit que nous pourrions rentrer chez nous le lendemain. Ce jour-là, on nous a fait monter dans des camions pour nous ramener à la maison.»

Les migrants qui rentrent chez eux ont souvent de la difficulté à se réinstaller. Nombre d'entre eux n'ont pas de papiers d'identité, d'argent ou même de vêtements et doivent se tourner vers leur famille – à qui ils envoyaient

auparavant des fonds – pour obtenir du soutien, a expliqué M. Sufi. Certaines familles qui n'avaient pas eu de nouvelles de leurs proches depuis longtemps en avaient conclu qu'ils étaient morts.

« Même si je ne sais vraiment pas ce qui adviendra de moi maintenant, je suis content d'être de retour à la maison. Ici, on ne me demandera pas mes documents d'identité et je ne risque pas d'être battu ou détenu pour rien », a dit M. Issa.

<http://www.irinnews.org/fr/Report/97628/Les-migrants-tchadiens-d%C3%A9plorent-les-mauvais-traitements-inflig%C3%A9s-par-les-autorit%C3%A9s-libyennes>

### **Les pays du Sahel tributaires de la pluviométrie et vulnérables aux variations climatiques**

DAKAR, 13 March 2013 (Le Soleil) - La traditionnelle rencontre d'évaluation du Cilss de la situation agricole et alimentaire dans les pays membres de la Cedeao a été ouverte, avant-hier à Dakar. Le Cilss a enregistré l'adhésion de 4 nouveaux Etats (Bénin, Côte d'Ivoire, Togo et la Guinée).

Le Comité inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (Cilss) tient sa traditionnelle concertation annuelle pour évaluer la situation agricole et alimentaire dans chacun des pays et identifier les zones à risque, ainsi que les populations vulnérables durant la période de soudure en vue de préconiser les interventions appropriées en cas de besoin d'urgence. Le Dr Mohammed Thiam, conseiller technique au ministère de l'Environnement et du Développement durable a rappelé les principaux thèmes. Il a cité, entre autres, les résultats de la campagne agricole 2012-2013, les perspectives alimentaires dans la sous-région et les besoins des populations à l'approche de la période de soudure.

Pour le secrétaire exécutif du Cilss, le Pr Alhousseini Bretaudeau, cette structure a pleinement joué son rôle d'anticipation et de veille stratégique à travers la prévision et le suivi agro-hydrométéorologique. Il a ajouté que le plaidoyer du Cilss auprès de ses partenaires a aussi permis de mobiliser d'importantes ressources pour les pays les plus affectés, afin d'atténuer les souffrances des populations vulnérables. Néanmoins, il a précisé que la récurrence des crises alimentaires et nutritionnelles au Sahel et en Afrique de l'Ouest rappelle que la sous-région dont l'agriculture est fortement tributaire de la pluviométrie, reste encore très vulnérable aux variations climatiques. D'où la nécessité de renforcer la résilience des populations. Le lancement de l'Alliance globale pour les initiatives résilience (Agir) au Sahel et en Afrique de l'Ouest, en décembre 2012, est une réponse éloquent, a-t-il admis. Le renforcement du dialogue politique avec les Etats, l'intensification de la synergie avec les commissions de la Cedeao et de l'Uemoa, mais aussi l'amélioration de la gouvernance du Cilss en général, ont permis, selon lui, de conduire, avec succès, d'importants chantiers.

[http://www.lesoleil.sn/index.php?option=com\\_content&view=article&id=26801:situation-agricole-et-alimentaire--les-pays-du-sahel-tributaires-de-la-pluviometrie-et-vulnerables-aux-variations-climatiques&catid=51:economy&Itemid=63](http://www.lesoleil.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=26801:situation-agricole-et-alimentaire--les-pays-du-sahel-tributaires-de-la-pluviometrie-et-vulnerables-aux-variations-climatiques&catid=51:economy&Itemid=63)

### **La BAD lance l'autoroute de l'information en Afrique**

TUNIS, 12 mars 2013 (Agence Ecofin) - Dans son souci de favoriser l'accès aux statistiques officielles à un plus large public, la Banque africaine de développement (Bad) a annoncé le lancement du programme « Autoroute de l'information en Afrique ». Dans un communiqué, la Bad précise que ce projet offre aux pays africains l'opportunité de participer « plus efficacement » à l'économie mondiale en mettant sur pied des normes statistiques à l'échelle régionale et en facilitant l'accès à ces données via une plateforme informatique commune. Cette plateforme informatique va favoriser un transfert fluide des données nationales vers le portail statistique de la Bad.

Initié en novembre 2012, « l'Autoroute de l'information en Afrique » prévoit aussi la création de portails de données dans l'ensemble des 54 pays du continent et de 16 organisations régionales et sous régionales africaines d'ici fin juillet 2013. Le département des statistiques de la Bad « va collaborer avec celui du Fonds monétaire international (Fmi) » pour aider les pays à « rédiger leurs pages nationales de données synthétiques ». Le but recherché par la Bad est une meilleure gestion et diffusion de l'information par tous les Etats africains dans le cadre de leur préparation à l'adhésion aux normes spéciales de diffusion des données renforcées (Nsdd-Plus).

L'outil statistique achevé fera de la Bad la plaque tournante de l'échange de données avec les partenaires internationaux au développement en Afrique.

<http://www.agenceecofin.com/informatique/0503-9364-la-bad-lance-l-autoroute-de-l-information-en-afrique>

### **Tchad : La police nationale reprend du travail après un contrôle général**

N'DJAMENA, 13 mars 2013 (Xinhua) - Suspendue pendant plus d'un mois à cause d'un contrôle général de ses effectifs et de ses matériels, la police nationale du Tchad est redéployée depuis le week-end dernier dans les arrondissements de la capitale et des autres villes du pays.

"Nous sommes partis sur une base initiale d'un effectif total de 7 234 policiers. Nous nous sommes approchés des services de la Solde et sommes retrouvés avec 7 100 policiers listés et payés. A la fin des travaux, nous nous

sommes retrouvés avec un chiffre de 5 788 recensés et retenus, soit une différence de 1 446, qui sont démobilisés, révoqués ou admis à la retraite. Il y a des gens qui sont décédés, 222 au total, mais qui continuent par percevoir leur salaire", indique Mahamat Ismaël Chaïbo, président de la Commission Nationale de contrôle des services de la Police (CONAPOL).

Après plus d'un mois passé à contrôler les effectifs et les moyens de travail de la police, la Commission a remis lundi soir son rapport au chef du gouvernement. Ainsi, le Tchad ne compte désormais que 5.788 policiers. Mais là encore, le dérèglement est criard: 65% d'officiers et 35% d'agents de la paix.

"De 33 contrôleurs généraux de police (le grade le plus élevé dans ce corps, Ndlr) auparavant, la Commission n'a retenu actuellement que 17. Cinq contrôleurs généraux l'étaient sans aucune base légale", ajoute M. Chaïbo.

Parmi ces cinq contrôleurs généraux de police irréguliers, il y avait MM. Mahamat Ahmat Bâchir, ancien ministre de la Sécurité publique, et Bachar Ali Souleymane, ex-directeur général de la Police nationale et ancien ministre de l'Administration du territoire. Les deux personnalités ont démis, début février dernier, du gouvernement pour s'être fait recrutés, il y a cinq ans, au sein de la police par le haut de la pyramide.

"C'est anormal çà! On ne peut pas avoir plus de chefs et moins de subordonnés. On doit inverser la tendance", a martelé le Premier ministre, Joseph Djimrangar Dadnadj en recevant le rapport de la CONAPOL.

La Commission a également constaté que 1.310 policiers ont été recrutés sur la base de remplacement numérique, dont 810 officiers et 500 gardiens de la paix. "Il appartiendra à la hiérarchie de décider de leur sort après la restitution du rapport", indique M. Chaïbo.

Pour le chef du gouvernement tchadien, le remplacement numérique ne doit pas consister à remplacer la personne décédée avec son grade. "Le remplacement numérique a été banalisé et utilisé pour distribuer des grades. C'est inadmissible. On ne peut pas entrer dans la police en qualité de contrôleur général ou d'officier sans avoir été, au préalable, un policier", a-t-il insisté.

La CONAPOL a constaté 1.007 cas d'anomalies et d'irrégularités au sein des effectifs de la police tchadienne: faux diplômes, faux et usage de faux, incapacités physiques, etc. Elle a également déploré que des policiers affectés refusent de regagner leurs postes et préfèrent rester à N'Djaména, la capitale, pour gagner allégrement leur salaire, sans travailler.

Ainsi, à la Direction de la Sécurité Publique (DSP), seuls 600 des 1.200 policiers sont actifs sur le terrain, selon la Commission. Au Groupement Mobile d'Intervention de Police (GMIP, l'unité d'élite), sur 410 éléments, seuls 236 travaillent réellement.

"Il y a des policiers qui émargent dans différents départements et continuent encore à émarger sur la liste de la Police nationale. Ce qui fait qu'aujourd'hui, rien qu'au mois de février, le salaire est monté à 969.384.000 F CFA. Sur les 1.446 dégagés, la différence de l'argent reviendra à l'Etat. Pour les 1.310 recrutés sur la base de remplacement numérique, les dépenses annuelles sont chiffrées à 2, 196 milliards F CFA, soit 183,107 millions F CFA par mois", explique le président de la CONAPOL.

La Commission, dont les travaux ont coûté plus de 200 millions F CFA, recommande au gouvernement d'organiser, désormais, des concours, avec le niveau BEPCT (le brevet d'études du premier cycle secondaire) ou du baccalauréat pour l'entrée dans le corps de la Police nationale.

"Après ce contrôle, une deuxième phase sera engagée pour un recadrage", a promis M. Dadnadj. Le chef du gouvernement tchadien s'est réjoui qu'après le renvoi et la mise à la retraite du millier des policiers, le gouvernement pourra recruter des jeunes qui sont actuellement en formation.

C'est une police nationale assainie, relookée qui est redéployée depuis le week-end dernier dans les dix arrondissements de la capitale, N'Djaména, et sur l'étendue du territoire nationale. Certes débarrassée de ses brebis galeuses, elle devra également se départir d'une mauvaise réputation dont les Tchadiens dans leur majorité l'affublent à tort ou à raison: arnaqueuse, corrompue et inefficace.

"En l'absence des policiers, la pagaille a baissé d'un cran. Cela signifie qu'au sein de la police, il y a des indécents, des complices avec les brigands", affirme Djékornondé Tapambaye, député. A l'instar de cet élu du peuple, les pouvoirs publics et les citoyens tchadiens ont unanimement constaté une baisse de l'insécurité et des accidents sur la voie publique. Même le président Déby Itno s'est étonné de ce "paradoxe" il y a deux semaines, en allant voir la CONAPOL à l'œuvre.



Ainsi, beaucoup de N'Djaménois, en l'occurrence les motocyclistes, regrettent déjà les "intérimaires de février" (c'est-à-dire la police municipale, la gendarmerie et la garde nationale nomade), redoutant les tracasseries auxquelles les ont habitués ces policiers de retour.

<http://www.afriquinfos.com/articles/2013/3/13/tchad-police-nationale-reprend-travail-apres-contrôle-general-219041.asp>

### **Sommet des chefs d'Etats de la CEEAC du 23 au 29 avril à Ndjamen**

LIBREVILLE (Gabon), 11 mars 2013 (Gabonactu.com) – Le XVIème sommet ordinaire des Chefs d'État et de gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale(CEEAC) se tiendra du 23 au 29 avril 2013 à N'Djamena au Tchad, annonce le secrétaire de l'institution.

L'institution d'intégration régionale en Afrique centrale a été propulsée sur la scène diplomatique internationale en fin 2012 pour son rôle déterminant dans la recherche de la paix en Centrafrique, un de ses 10 pays membres menacé de déstabilisation par la coalition rebelle du Séléka.

La CEEAC a dépêché sur place des diplomates et une mission militaire qui a permis de ramener les deux parties sur la table de négociations. Les pourparlers organisés début janvier à Libreville ont débouché sur la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Ce succès diplomatique ne fait pas oublier les difficultés du secrétariat exécutif de faire appliquer tous les textes relatifs à l'intégration de la région. Trop de barrières persistent et empêchent la libre circulation des biens et des personnes. La faiblesse des ressources financières et le manque de volonté politique sont autant de facteurs bloquant.

Au terme du sommet, Idriss Déby, le président tchadien cèdera la présidence tournante à un autre dirigeant de la région. Le Burundi, la Centrafrique n'ont jamais occupé ce fauteuil.

Les dix Etats membres de la CEEAC sont l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, la Gabon, la Guinée Equatoriale, le Tchad, la République démocratique du Congo (RDC) ainsi que Sao Tomé et Principe.

[http://www.gabonactu.com/ressources\\_g/actualites\\_gabon\\_2011.php?Article=2198](http://www.gabonactu.com/ressources_g/actualites_gabon_2011.php?Article=2198)

### **15 Mars 2013: «Une journée sans téléphonie mobile» au Tchad**

*Le prélèvement injuste d'un (1) Franc CFA par appel téléphonique est à l'origine de cette prochaine manifestation*

N'DJAMENA, 14 mars 2013 (JDT) - «Nous sommes fatigués et on ne peut pas se laisser faire à tout moment. Les gens se lèvent sans informer la population et nous prélève de 1F Franc par appel. Le sport tchadien est pris en otage par un groupe d'individus et l'on ne pourra rien faire. Le Gouvernement a injecté de fonds mais sans résultat», s'insurge un jeune. Il n'est pas le seul à se plaindre ainsi. Très remontée face à cette situation surtout que non seulement Airtel prélève mais aussi Tigo, l'Association pour la Défense des Droits des Consommateurs (ADC) en collaboration avec les membres du Réseau de la Société Civile Africaine pour la Société de l'Information (ACSIS-Tchad) montent au front pour organiser ce 15 Mars 2013, journée mondiale des consommateurs une journée de boycott dénommée «Une journée sans téléphonie mobile».

#### **Que vise cette manifestation?**

Pour l'Association pour la Défense des Droits des Consommateurs (ADC), le but de cette action de ce boycott est de permettre aux citoyens consommateurs tchadiens d'exprimer leur désapprobation face à la mauvaise qualité de service offerte aux clients par les opérateurs de la téléphonie mobile. Le prélèvement injuste d'un (1) Franc par appel émis au profit du Fonds pour le Développement du Sport facturé et l'imposition du droit de timbre fiscal de 1000 F pour chaque achat de la carte SIM prépayée suscitent la colère de l'ADC et les autres associations sœurs en appelant la population à observée à travers cette journée mondiale des consommateurs une journée de boycott dénommée «Une journée sans téléphonie mobile». D'après l'Association pour la Défense des Droits des Consommateurs (ADC), la réussite de cette action citoyenne dépendra du sacrifice de tous les Tchadiens ce 15 mars 2013 pour forcer un changement de comportement des opérateurs du Régulateur et du gouvernement.

#### **Réactions**

En prélevant le 1 FCFA pour le sport, les sociétés de téléphonie mobile n'ont pas d'autres choix, car elles ne font qu'appliquer l'Arrêté N° 081/PR/PM/MJS/SG/2013, portant mécanisme de prélèvement des recettes du Fonds National du Développement du Sport. Dans son article 1er de la loi portant création du Fonds National du Développement du Sport (FNDS), il est à retenir que les recettes pour le fonctionnement proviennent de la subvention de l'Etat et du produit du prélèvement de 1FCFA par appel téléphonique cellulaire de tous les opérateurs implantés sur le territoire national quelle qu'en soit la durée.

<http://www.journaldutchad.com/article.php?aid=4354>

### Le contingent tchadien intègre la mission africaine au Mali

Le contingent tchadien de quelque 2.000 hommes envoyé au Mali, où il combat avec les troupes françaises les groupes jihadistes dans l'extrême Nord, fait désormais partie de la mission africaine dans ce pays, la Misma, a-t-on appris samedi de source officielle.

« A compter de ce jour, nos frères tchadiens qui se battent à nos côtés pour libérer le Mali intègrent la Misma », a déclaré devant la presse le chef d'état-major ivoirien, le général Soumaïla Bakayoko, dont le pays préside actuellement la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

« C'est une bonne nouvelle, cela va renforcer la cohésion », a-t-il estimé au terme d'une réunion des chefs d'état-major des pays de la Cédéao consacrée depuis vendredi à la situation au Mali.

« Un général de l'armée tchadienne occupera l'une des deux vice-présidences de la Misma », a précisé le général Bakayoko.

Après le début le 11 janvier de l'opération française, en appui à l'armée malienne, contre les jihadistes qui occupaient le nord du Mali depuis l'an dernier, le Tchad a déployé rapidement environ 2.000 hommes sur le terrain.

Le contingent tchadien, le plus nombreux et considéré comme le plus aguerri de toutes les troupes africaines au Mali, n'appartenait pas jusque-là à la Misma mais travaillait en coordination avec elle.

Environ 800 soldats tchadiens livrent, aux côtés des troupes françaises, de durs combats rapprochés dans le massif des Ifoghas (nord-est), près de la frontière avec l'Algérie, contre les jihadistes qui s'y sont retranchés après avoir été chassés des grandes villes de la région.

La Misma, qui déploie désormais au Mali environ 6.300 soldats (d'Afrique de l'Ouest et du Tchad), est censée prendre à terme le relais de l'armée française pour sécuriser le nord du Mali avec l'armée malienne.

<http://www.afp.com/>

FIN